

<https://ecoleemancipee.org/spip.php?article2592>



Sandrine Monier : Arrêter les chantiers de démolition de la Fonction publique

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de mai 2018 -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2018

Date de parution : 18 juin 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Après avoir lancé sa révision générale, puis sa modernisation, voilà que l'actuel gouvernement s'attelle à la mettre en chantiers. Ne nous-y trompons pas, c'est à son fondement que la Fonction publique est attaquée, et plus particulièrement à ce qui constitue la base de notre modèle social. C'est l'architecte européen qui a dressé les lignes générales du plan de démolition, guidées par le pacte de stabilité budgétaire, calquées sur les règles des salarié-es du privé, et pour ouvrir des pans entiers à l'économie de marché.

Une visite des chantiers s'impose. Premier coup de masse... sur le statut. Garant de la qualité du service rendu par la protection qu'il confère au fonctionnaire, en le détachant des sources de conflits d'intérêts, et en lui permettant un investissement stable et entier sur sa mission, voilà qu'on lui préfère le contrat. En perspective, l'accroissement des précarités, pour les personnels comme pour les missions exercées.

Un coup de pioche sur les rémunérations que l'emploi contractuel va tirer vers le bas avec moins de garanties salariales et plus d'arbitraire. Et pour les fonctionnaires, la promotion de la rémunération au mérite, c'est-à-dire la remise en cause des grilles collectives et la généralisation de l'individualisation en matière de traitement.

Un éboulement du paritarisme avec, comme dans le privé, la fusion des CHSCT et des CT et la limitation du contrôle des représentants des personnels, dont la consultation serait cantonnée aux seuls recours.

Un dynamitage de l'emploi public avec 120 000 suppressions de postes sur le quinquennat, dont 50 000 dans la Fonction publique d'État. Il serait accompagné d'un plan de départs volontaires pour atteindre plus rapidement les objectifs de chantier.

On garde le casque pour faire la revue des services publics qui viennent de faire l'objet d'une consultation des agents et des usagers, tracée d'avance. Les arbitrages ne sont pas encore rendus mais les orientations en termes de dématérialisation des services, de mutualisation et de concentration des missions, de transferts au privé donnent l'alerte sur les objectifs poursuivis en termes de transformation de l'action publique.

Cela se soldera par moins de services, par moins d'agents publics, pour moins de public... autrement dit par la victoire du bulldozer libéral de casse des services publics, au détriment de notre bien commun.

Aujourd'hui la question se pose de la manière de faire arrêter ce chantier.

Il faut bien sûr réaffirmer le rôle de la Fonction publique et des services publics en termes d'enjeux pour les garanties collectives, les solidarités, la cohésion sociale, le développement durable... Et redonner du sens à l'intérêt général dans une société qui se construit prioritairement sur le développement de l'individu et la recherche du profit.

Mais l'extrême gravité des attaques, en cela qu'elles minent le statut général de la Fonction publique, doit appeler une réponse à la hauteur. Les deux premières journées de mobilisation, à l'appel des organisations syndicales de la Fonction publique, ont été réussies, comme devra l'être également le 22 mai. Pour autant, comme il n'est pas gagné que cela fasse dévier le gouvernement de ses objectifs, il va falloir réfléchir rapidement aux suites. La mobilisation doit maintenant s'amplifier, se généraliser, et aller vers les usagers et usagères.

Les services publics ne sont pas une zone à détruire, ils sont plus que jamais une zone à défendre.